

...Le spectre inflationniste s'éloigne malgré l'Opep

La décision surprise du cartel pétrolier de limiter sa production devrait, en l'état, avoir un impact limité sur la dynamique des prix.

Publié le 3 avril 2023 à 19:53 - Maj 3 avril 2023 à 22:00

Article réservé aux abonnés



Corentin Chappron



Le rythme de désinflation sera ralenti par les coupes de production - LADE-Michoko / Pixabay

Washington a tranché : la baisse surprise de la production décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) est «peu souhaitable, au vu de l'incertitude sur les marchés». Il est certain que la remontée des cours vient brouiller encore davantage une situation économique difficile à lire.

La décision de l'Opep a fait rebondir les prix de l'or noir : le Brent a gagné 6% à 84,7 dollars le baril, et le pétrole américain WTI 6,2% à 80,4 dollars le baril, après avoir tous deux augmenté de plus de 8% en début de séance. La question est désormais celle du prix autour duquel le baril se stabilisera, les prochains mois. L'anticipation médiane des marchés pour 2023 est désormais de 83 dollars, **contre 77 dollars vendredi**. «Une réduction de l'offre de cette ampleur est historiquement compatible avec une hausse de 10-15% des prix», rappellent les stratégestes de LBPAM.

| A lire aussi: [La décision de l'Opep rend crédible un baril à 100 dollars](#)

Effets de base

Faut-il dès lors craindre un coup d'arrêt à la détente de l'inflation ? «Les prix plus élevés se comparent à des niveaux de prix déjà importants en 2022», rappelle Matthieu Pautonnier, économiste chez TAC Economics, qui anticipe un prix du baril compris entre 80 et 90 dollars jusqu'à fin 2024. Par rapport à un prix moyen du baril de 103,7 dollars en 2022, «les effets de base seraient donc limités : des cours aux niveaux que nous anticipons ajouteraient +0,3 point à l'inflation américaine, et +0,5 point à l'inflation européenne sur 2023 et 2024», détaille Matthieu Pautonnier.

«La désinflation se poursuivra des deux côtés de l'Atlantique, sauf à voir un prix du baril supérieur à 100 dollars sur 2023, confirme Samy Chaar, chef économiste de Lombard Odier. C'est le rythme de cette désinflation qui pourrait être plus lent». De fait, si l'inflation totale en zone euro a ralenti en mars, de 8,5% à 6,9%, cela a surtout été lié à la baisse de l'inflation énergétique, passée de 13,7% à -0,9%. La contribution du pétrole à ces prix est non négligeable (42% en France, sur une part totale de l'énergie de l'ordre de 10%), mais les mouvements de prix ne seront pas suffisamment brusques pour la faire repartir en hausse.

D'autant que les coupes de l'Opep n'anticipent pas une dégradation future de la demande : le cartel a réagi à une consommation en ralentissement, les cours du brut ayant atteint leurs plus bas niveaux depuis plus d'un an en fin de semaine dernière. Le ralentissement de la croissance dans les pays développés, à mesure que les impacts de la politique monétaire se matérialisent, pourrait donc **limiter le potentiel de hausse du pétrole** cette année.

Réaction

Les marchés ont réagi de manière épidermique à la décision de l'Opep, se positionnant sur un renforcement des pressions inflationnistes. Les rendements des titres à 10 ans américains gagnaient 8 points de base (pb) en début de séance (à 3,55%), dans le sillage des annonces, tout comme les titres allemands à 10 ans (à 2,36%). Les marchés de swaps tablent par ailleurs sur une baisse des taux de la Fed qui n'aurait plus lieu qu'à partir de juillet, contre une baisse anticipée dès juin en fin de semaine dernière.

Les banques centrales devraient pourtant s'attacher à regarder **au-delà des mouvements de court terme**. *«La question des prix du pétrole vient compliquer la lecture pour les banques centrales, mais elle est loin d'être prioritaire : les institutions développées continueront de se focaliser sur les risques posés par les hausses de taux à la stabilité financière»*, résume Matthieu Pautonnier. Les effets de ces hausses sur l'activité seront aussi scrutés par les banquiers centraux. Les données américaines d'activité ISM et d'emploi, publiées cette semaine, seront un indicateur plus précieux que les prix du brut pour jauger de la trajectoire des taux en 2023.